

# IL SAKONG

## Envoyé du Président de la République de Corée

**Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Nous aurons certainement le temps de revenir à l'Europe. Dans l'ensemble, vous avez donné un panorama plutôt optimiste de l'économie mondiale. Peut-être aurez-vous quelque chose à ajouter plus tard. Docteur Il Sakong et Lourdes Aranda, il y a un domaine qui s'aggrave au cœur de tout ça, c'est celui de l'emploi. La situation continue d'empirer aux États-Unis, comme ailleurs, y compris dans les marchés émergents. Je voudrais souligner qu'outre le PIB, cet objectif de l'emploi est une des préoccupations majeures du G20 et du G8.

### **Il SaKong, Envoyé du Président de la République de Corée**

"Le G20 comme Nouvelle Gouvernance Économique Mondiale"

Je suis très heureux d'être de retour à la World Policy Conference. J'avais assisté à la première rencontre qui se tenait à Evian en pleine aggravation de la crise mondiale après la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. La situation économique aujourd'hui ne semble pas être très différente de celle d'alors. Ainsi, je ne pense pas exagérer en disant avoir un sentiment de déjà-vu!

En 2008, l'épicentre de la crise était de l'autre côté de l'Atlantique. Cette fois, la crise européenne prouve à quel point un système de gouvernance est essentiel pour une nation, une région et pour la communauté mondiale dans son ensemble.

À l'ère de la mondialisation profonde et de la forte interdépendance, les efforts concertés en faveur des politiques à l'échelle mondiale sont plus importants que jamais pour traiter les crises majeures au niveau international et régional. Il est crucial d'établir un système de gouvernance globale appropriée car nous sommes entrés dans un monde multipolaire, appelé encore un monde « G-Zéro. »

La seule option viable dans le monde multipolaire actuel est une direction collective au niveau de la communauté mondiale et je suis convaincu qu'elle repose sur le G20.

Je voudrais donc me concentrer avant tout sur le G20 en tant que nouvelle gouvernance économique mondiale et j'aborderai brièvement la relation entre le G20 et le G8.

Deux idées font actuellement l'objet d'un large consensus : d'abord, l'idée selon laquelle le G20 reflète mieux le changement de pouvoir économique mondial qui s'est produit depuis une vingtaine d'années ; ensuite, l'idée selon laquelle le G20 a réussi à s'occuper de la pire crise financière depuis les années 1930 en adoptant en 2008 et 2009 par la concertation mondiale des politiques qui ont permis d'éviter une nouvelle Grande Dépression.

Les dirigeants concernés, satisfaits de leurs propres accomplissements, sont donc convenus en septembre 2009 au sommet de Pittsburgh de désigner le G20 comme la principale enceinte de coopération économique internationale. Il s'agissait, en effet, d'un événement historique pour l'évolution de la gouvernance économique mondiale.

Le grand défi du G20 est de prouver constamment qu'il n'est pas seulement un comité de crise, mais une véritable instance de pilotage mondial efficace. Avant Séoul, les sceptiques ne manquaient pas d'affirmer qu'avec la dissipation du sentiment d'urgence les intérêts nationaux l'emporteraient de nouveau sur les préoccupations mondiales. Ils



n'attribuaient qu'une mince chance au G20 de Séoul de respecter ses engagements précédents et de consolider son statut d'instance de pilotage mondial.

À la grande déception des sceptiques, selon moi, les dirigeants du G20 réunis à Séoul ont pu honorer l'essentiel de leurs engagements, et s'entendre sur un calendrier spécifique pour évaluer les déséquilibres économiques par rapport à un ensemble de lignes directrices indicatives et selon un processus d'évaluation mutuelle (MAP) visant à établir un « Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée de l'économie mondiale. »

Comme beaucoup d'entre vous s'en souviennent, au moment du sommet du G20 de Séoul, le monde se trouvait face à un risque accru de guerre des monnaies. La capacité du G20 à éviter cette éventuelle débâcle monétaire a certainement démontré son potentiel à devenir une instance de pilotage mondial viable. Quant au respect des engagements antérieurs, le plus gros ajustement de quote-part du FMI a été accordé aux pays émergents et en développement. Les dirigeants membres du G20 ont validé les Accords de Bâle III.

A mon avis, lors du sommet de Séoul, le fait d'ajouter à ses priorités le développement économique a renforcé la légitimité du G20 en tant que cadre de gouvernance économique mondial. Bien que le G20 représente plus de 85 % du PIB mondial, 170 Etats membres de l'ONU en sont exclus, appartenant pour la plupart aux pays émergents et en voie de développement. Le Groupe des 20 se doit donc d'aborder de façon appropriée leurs préoccupations et priorités. Les dirigeants des 20 ont consenti à adopter le Consensus de Développement de Séoul avec un plan d'action pluriannuel. Les filets de sécurité financiers mondiaux ont été renforcés en coopération avec le FMI pour les économies vulnérables des pays émergents et en voie de développement.

Par ailleurs, le Sommet d'Affaires (B20 « Business Summit ») a été initié en tant que partie intégrante du G20 afin que le secteur privé puisse participer au processus lui-même.

Pas plus tard qu'en novembre 2011 à Cannes, les dirigeants du G20, sous la présidence française, ont montré leur détermination à faire de cette organisation une instance de pilotage mondial viable. Ils sont convenus d'un Plan d'Action pour la Croissance et l'Emploi qui doit aborder les vulnérabilités à court terme de la croissance mondiale et renforcer la croissance mondiale à moyen terme. Le Sommet de Cannes s'étant tenu en pleine aggravation de la crise de la dette souveraine européenne, il était naturel pour le G20 d'y faire face en sa qualité d'instance de pilotage économique mondial.

Franchement, je ne suis pas totalement satisfait des résultats du Sommet de Cannes à cet égard. La tâche immédiate du G20 est de proposer des options politiques concrètement applicables pour ramener l'économie mondiale à une croissance forte, durable et équilibrée dans une perspective à moyen terme, et de réduire les vulnérabilités globales à court terme.

Pour atteindre cet objectif, il faut renforcer le processus d'évaluation mutuel du G20 en formalisant davantage un cadre de collaboration plus étroite avec le mécanisme de surveillance du FMI.

Le Premier ministre Cameron, dans son rapport sur la gouvernance adressé au sommet de Cannes, partage mon avis en disant : « Une ambition et un engagement plus importants sont nécessaires de la part de tous les membres du G20 pour que le processus d'évaluation mutuel réussisse... »

Le G20 doit constamment améliorer sa crédibilité, son efficacité et sa légitimité, en particulier par le renforcement de sa coordination macro-économique.

Permettez-moi de revenir brièvement sur la crise européenne actuelle. Comme je l'ai évoqué au départ, cette crise souligne bien l'importance d'une gouvernance appropriée et d'un leadership engagé. Il ne fait aucun doute que la crise aurait pu être gérée beaucoup plus tôt en limitant ses effets de contagion si un cadre de gouvernance solide avait existé. Cela aurait permis au G20 en collaboration avec le FMI de s'engager de manière plus proactive dans l'évaluation d'un ensemble d'options viables en termes de politiques européennes.



J'espère sincèrement que sous la présidence mexicaine le G20 va mieux structurer et utiliser le processus d'évaluation mutuel afin de remédier aux difficultés macro-économiques mondiales en orientant l'économie mondiale vers une croissance forte, durable et équilibrée.

A ce stade, j'aimerais de nouveau insister sur l'importance de produire des résultats concrets et d'en assurer le suivi. Le G20 doit alléger son programme plutôt que de le surcharger. Etant au tout début de son existence, il est plus important pour le G20 d'établir sa crédibilité et son efficacité que d'allonger la liste de ses priorités.

Il va sans dire que la propre gouvernance du G20 lui-même doit être renforcée pour qu'il puisse assumer ce rôle de pilotage économique mondial. À cet égard, j'ai préconisé pour ma part d'améliorer l'efficacité et la continuité du système de "troïka", qui doit être composé de la présidence passée, de la présidence en exercice et de celle qui lui suivra, car c'est ce qui assurera l'efficacité et la continuité du G20. On a distribué précédemment un document rédigé conjointement par la Corée et le Royaume-Uni qui développe diverses options pour renforcer l'institutionnalisation de ce système.

J'estime personnellement que nous devrions détacher un représentant expérimenté de la présidence précédente auprès de la présidence actuelle pendant les deux ou trois premiers mois afin que celle-ci puisse profiter son expérience. Dans le même esprit, la présidence suivante détacherait son représentant auprès de la présidence actuelle deux à trois mois avant le Sommet. Cette disposition contribuerait à améliorer l'efficacité et la continuité du G20. Cela exigera de planifier la rotation chaque année de manière à assurer un leadership fort de la part de la Troïka chaque année.

Avant de créer un secrétariat de taille réduite, il serait possible d'établir un secrétariat virtuel en regroupant les sites internet du G20 gérés par chaque Présidence. Une fois qu'il fonctionne, il pourrait être géré par la présidence tournante.

Je voudrais maintenant aborder brièvement la relation entre le G8 et le G20. Les dirigeants du G20 à Pittsburgh sont convenus de faire de cette organisation le premier forum pour la coopération économique internationale. Par conséquent, des enjeux financiers et économiques mondiaux majeurs exigeant principalement des actions du G7 devraient entrer dans le giron du G20. Deux exemples en sont la décision des ministres des Finances du G7 de soutenir le yen japonais après le désastre du tremblement de terre et du tsunami en mars 2011 et celle d'en faire autant après le déclassement du crédit souverain des EU en août 2011.

Le défi pour le G20 est la maintenance de sa cohésion en tant qu'instance de pilotage efficace. Ni le G8 ni les pays du BRIC ne devraient donc être considérés comme un lobby au sein du G20. À cet égard, j'ai approuvé la décision des ministres des Finances du G8 de ne pas publier un communiqué avant le Sommet de Toronto l'année dernière.

En cette période critique caractérisée par l'absence d'un leadership mondial uni- ou bipolaire, on attend du G20 qu'il exerce un leadership multipolaire ou collectif afin de rétablir la confiance dans le marché financier mondial et dans la santé de l'économie mondiale. J'espère sincèrement que les dirigeants du G20 qui ont prouvé leur forte volonté politique de prévenir une autre Grande Dépression en 2008-2009 continueront d'agir dans ce sens au profit de l'ensemble de l'économie mondiale.